

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAFRAN AIRCRAFT ENGINES

SITE DE VILLAROCHE
Rond Point René Ravaud - REAU
77550 Moissy-Cramayel

Référence : E4/25-0174
Code AIOT : 0006501956

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement SAFRAN AIRCRAFT ENGINES implanté SITE DE VILLAROCHE Rond Point René Ravaud - REAU 77550 Moissy-Cramayel. L'inspection a été annoncée le 02/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAN AIRCRAFT ENGINES
- SITE DE VILLAROCHE Rond Point René Ravaud - REAU 77550 Moissy-Cramayel
- Code AIOT : 0006501956
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFRAN AIRCRAFT ENGINES exploite sur son site de Villaroche, situé sur les communes de Réau et de Montereau-sur-le-Jard, des bancs d'essais des moteurs d'avion.

Les installations du site de Villaroche ont été autorisées par :

- l'arrêté préfectoral n° 02 DAI 21C 130 du 02/05/2002 autorisant la SNECMA à poursuivre l'exploitation des installations sur le site de Villaroche ;

- et par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°02 DAI 2 IC 267 du 22/08/2002 autorisant la SNECMA à exploiter un banc d'essai système (installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables).

Plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires ont complété les prescriptions applicables au site et notamment l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIAT/UD77/008 du 21/04/2022, dont les dispositions encadrent la défense extérieure du site et actent l'autonomie incendie du stockage de kérosène du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Détection	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens fixes	AP Complémentaire du 21/04/2022, article 1	Sans objet
2	Moyens mobiles	AP Complémentaire du 21/04/2022, article 1	Sans objet
3	Exercice incendie	AP Complémentaire du 21/04/2022, article 2	Sans objet
4	Entretien du réseau d'eau incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie déployés par l'exploitant sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/008 du 21/04/2022.

L'exploitant devra justifier de la remise en service de l'équipement du système de détection indiqué comme hors service le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens fixes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens fixes
Prescription contrôlée : [...] <p>Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'établissement doit disposer à demeure au niveau du stockage de carburant du bloc 4 de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens sont au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une couronne fixe d'arrosage (prémélange ou eau) équipant la cuve ; - une installation de prémélange avec une concentration d'émulleur de 3 %, automatique sur les deux canons et manuelle sur la couronne et les déversoirs ; - un réseau fixe mixte (prémélange ou eau) permettant d'alimenter la couronne d'arrosage de la robe du bac avec un débit minimum de 420 l/min et une boîte d'injection de mousse à l'intérieur

du bac assurant un débit minimum de solution moussante de 262 l/min ;

- 2 déversoirs de mousse dans la cuvette de rétention assurant un débit minimum total de solution moussante de 530 l/min ;
- 2 canons fixes motorisés assurant un débit minimum total de solution moussante de 2000l/min ;
- 1 réserve totale d'émulseur de 3600 litres. L'exploitant possède des émulseurs dits particulièrement performants compatibles avec ceux du SDIS ;
- 3 lances queue de paon assurant un débit minimum de 400 l/min chacune de protégeant les installations soumises aux flux thermiques des 8kW/m², et notamment les canons fixes.

La réserve en émulseur sera disponible en conteneurs de 1000 litres minimum dont les emplacements devront être étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens.

L'installation dispose d'aménagements permettant :

- de réalimenter les canons à mousse par une motopompe remorquable ;
- l'alimentation de secours des déversoirs et boîte à mousse.

Constats :

Le site dispose des moyens d'extinction décrits ci-dessus.

En particulier, l'inspection a pu constater la bonne installation de la lance queue de paon protégeant la lance canon Ouest et a pu consulter le procès-verbal de réception des travaux de sa mise en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens mobiles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens mobiles

Prescription contrôlée :

2 - Moyens mobiles

Le site dispose a minima des moyens d'intervention mobiles suivants :

- 1 Fourgon Pompe Tonne Léger (FPTL), capable de fournir un débit de 1500 l/min avec une pression de 15 bars ;
- 1 Véhicule de Première Intervention (VPI) capable de fournir un débit de 1000 l/min avec une pression de 10 bars ;
- 1 motopompe remorquable capable de fournir un débit de 2000 l/min avec une pression de 10 bars ;
- 1 Lance-canon remorquable ;
- 1 citerne émulseur remorquable de 400 litres. »

Constats :

L'inspection a pu constater que l'exploitant dispose a minima sur site des moyens d'intervention mobiles décrits ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exercice incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie sont effectués une fois par an, à l'exception de la boîte d'injection à l'intérieur du bac, qui est testée au moins tous les 10 ans. La vérification annuelle du bon fonctionnement du pré-mélangeur est intégrée à la maintenance périodique. La qualité de l'émulseur fait l'objet d'un contrôle tous les 2 ans. Le système d'extinction est testé en mousse en cas de modification notable du réseau.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a justifié de la réalisation des tests sur le matériel incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien du réseau d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du réseau d'eau incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des tests de débit des poteaux incendie du site (unitaire et en simultané) pour l'année 2024. L'exploitant a également présenté les tests de débit pour les moyens d'extinction en cuvette pour l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Détection
Prescription contrôlée : [...] - un système de détection d'incendie est obligatoire et actionne automatiquement le refroidissement des installations voisines [...]
Constats : La cuvette de rétention dispose d'une double détection : une détection de flamme triplière et un

cordon.

Si les 2 types de détection se déclenchent, les moyens d'extinction incendie sont déclenchés immédiatement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification du système de détection d'incendie pour l'année 2024. Le rapport conclut quant au bon fonctionnement du système.

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater qu'un équipement du système était indiqué comme hors service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la remise en service de l'équipement du système indiqué comme hors service le jour de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois